

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Projet de réforme des retraites : Macron annonce la couleur pour les enseignant-e-s

Le 3 octobre dernier, devant un parterre de lecteurs-trices du Midi libre réuni-e-s à Rodez, Emmanuel Macron a formulé plusieurs déclarations sur les retraites des enseignant-e-s, chacune plus inquiétante que la précédente.

Macron a tout d'abord montré l'étendue de son ignorance du terrain en affirmant qu'une retraite d'un-e enseignant-e en fin de carrière est actuellement de 1 100-1 200 euros, alors qu'elle est en réalité actuellement de 2 380 euros en moyenne. Le plus inquiétant dans cette affirmation, c'est qu'il considère qu'une pension de 1 200 euros constituerait une retraite acceptable. Le coût social à venir de la baisse des pensions est donc parfaitement assumé par ce gouvernement au service des capitalistes.

Macron déclarait ensuite que s'il voulait maintenir le niveau de pensions actuel dans le nouveau système de retraite, il faudrait augmenter le niveau des rémunérations de 10 milliards par an. Il annonce clairement que c'est inenvisageable. Ces 10 milliards d'euros de revalorisation salariale sont à mettre en regard de ces quelques chiffres :

- le CAC 40 prévoit de verser 50 milliards d'euros de dividendes en 2019 ;
- Solidaires Finances Publiques, repris par la presse économique, chiffre la fraude sociale et fiscale patronale à au moins 80 milliards d'euros ;
- La subvention de l'État à l'enseignement privé s'élève à... 10 milliards d'euros.

Bien évidemment, la réforme des retraites est à combattre dans son ensemble, et ne saurait être compensée par des promesses de revalorisation... mais cette fin de non-recevoir sur les revendications salariales montre le mépris que porte le gouvernement aux conditions de vie des personnels.

De plus, Macron déclare : "Vous avez des vacances, et vous partez à la retraite avec un système qui est mieux calculé que chez beaucoup d'autres". Comme tant d'autres hommes et femmes politiques, le président ne trouve rien de mieux que d'insister sur les prétendus "privilèges" des fonctionnaires en général et des enseignant-e-s en particulier. Cette surenchère démagogique trouve sa justification dans la suite des propos d'Emmanuel Macron, qui prétend rémunérer les enseignant-e-s au mérite, et augmenter leur temps de travail.

SUD éducation revendique des augmentations de salaire et refuse de projet de réforme des retraites du gouvernement. SUD éducation dénonce la mise en place de retraites individuelles par points mettant fin au système de retraites solidaire, et revendique un régime de retraite par répartition intégrale à prestation définie pour limiter les inégalités à la retraite.

SUD éducation revendique :

un taux de remplacement à 75 % des dix meilleures années ou du dernier indice,

une durée de cotisation de 37 ans et demi,

pas de pension inférieure au SMIC,

l'égalité entre les hommes et les femmes au travail comme dans la retraite,

départ à 60 ans, à 55 ans pour les métiers pénibles, pas de recul sur les droits acquis.

SUD éducation, avec l'Union syndicale Solidaires, appelle d'ores et déjà à construire la grève reconductible à partir du 5 décembre pour construire un affrontement victorieux avec ce gouvernement au service du patronat et des capitalistes.